

Le pouvoir et la presse : son passé, son passif

Méfiance ! Même lorsque les signaux officiels indiquent un vent de changement dans l'air, il n'y a pas lieu de se réjouir du mouvement de la girouette. Autrement dit, les effets d'annonce. Souvent, trop souvent d'ailleurs, les engagements des pouvoirs publics sur les sujets sensibles étaient demeurés à l'état de vœux. Des promesses dilatoires vite oubliées, subtilement ignorées et, pis encore, cyniquement reniées.

Quoiqu'il paraisse, pour une fois, raisonnable d'examiner sans a priori le projet rendu public, la presse doit cependant garder en mémoire les multiples entourloupes dont elle a été victime et les mesures inquisitoires qui lui furent infligées tout au long de la décennie.

N'ayant d'autre choix que celui de demeurer sur le «qui-vive», elle a aussi le devoir d'accompagner cette vigilance par un minimum de disponibilité intellectuelle. Dans le chapelet des «concessions» que le pouvoir prétend respecter, celles concernant la dépenalisation du délit d'écriture, le déverrouillage de l'accès à l'édition et même l'imprécise stratégie relative à l'audiovisuel méritent tout de même de l'intérêt. Celui qui se résume à «prendre acte», unique-

ment, de la parole officielle. Car sur l'essentiel, c'est-à-dire comment y parvenir concrètement et dans un délai très court, le pouvoir politique ne donne pas d'indications. Comme à son habitude, il ne décrète que des virtualités légales se réservant le droit, quasi-monarchique, de fixer comme bon lui semble les agendas de la promulgation de la loi et la traduction dans les faits de celle-ci. De ce point de vue, la refonte de la loi organique sur la presse pose un réel problème, à peine annoncée. En effet, qu'attendre d'une procédure, certes constitutionnellement correcte, mais qui en la circonstance est ressentie comme un subterfuge ?

Le président de la République avait effectivement toute la latitude de se passer de ce recours en donnant un coup d'accélérateur à sa mise en œuvre ce qui lui aurait permis de gagner personnellement en crédibilité face au vaste chantier que le contexte lui impose. Malgré les circonstances exceptionnelles du pays, il fait le contraire de ce qui est souhaité et reconduit les privilèges de sa fonction en continuant à recourir au pilotage solitaire avec pour seul interface une chambre d'enregistrement. Ce parlement si mal nommé. Or, nul n'ignore que

ce qui est «octroyé», en l'absence d'un cadre délibératif doté d'un véritable pouvoir d'amender, voire de rejeter un texte, est rarement satisfaisant à l'arrivée.

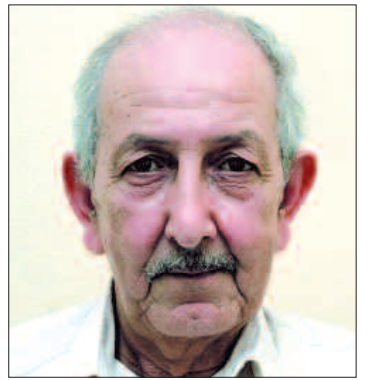
Pour ce qui concerne la presse, en l'occurrence, l'inquiétude se situe ailleurs que dans les artifices juridiques du projet en question. Elle est dans sa marginalisation au moment où la réflexion a débuté. Hormis les syndicats de journalistes sollicités par la commission Bensalah, nous n'avons pas connaissance que les circuits classiques du gouvernement aient sollicité les éditeurs de journaux pour leur demander de rédiger un memorandum exhaustif, en qualité d'avis autorisés. Une bizarrerie de trop qui souligne l'immense fossé séparant, depuis toujours, le président et une certaine presse. A son mépris inaugural qui lui a fait traiter les journalistes de «masseuses de hammam», ceux-là nourrissent, à leur tour, un inaltérable ressentiment vis-à-vis de l'homme mais pas de l'institution qu'il incarne.

C'est d'abord ce vieux contentieux qu'il a l'opportunité présente d'aplanir. Tenir une conférence de presse avec les journalistes indigènes et leur faire part de ses intentions futures peut faire oublier enfin son impair «souverain» de ne jamais se

confier à ses sujets. Car au moment où, tout ou presque, doit changer dans cette République, n'est-il pas également indiqué que le premier d'entre ceux qui gouvernent doit à son tour changer de style dans son rapport avec les médias nationaux et les partis politiques. C'est avec ce binôme, dépositaire du droit aux libertés publiques et politiques, qu'il devra prendre langue plus souvent dans la perspective de son grand œuvre de réformateur. La presse, notamment, attend dans ce sens des signaux plus probants qu'un communiqué d'un Conseil des ministres. Pour cette raison il incombe au premier magistrat de monter en première ligne pour plaider de la sincérité des textes en gestation.

Contrairement à son prédécesseur qui, pourtant, n'était pas un paragon de la démocratie, le chef de l'Etat a été à l'origine de l'institutionnalisation de la «traque» des journalistes. Benchicou et Hafnaoui embastillés puis des centaines de procès intentés aux directeurs du *Soir d'Algérie*, *El Watan*, *El Khabar* et *Liberté*, tout cela relève de la sombre conjuration qu'il ne se priva pas d'encourager.

C'est également à partir de 2004 et sur ses recommandations qu'un processus



Par Boubakeur Hamidechi
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

insidieux de culpabilisation morale des journalistes était engagé. Ainsi le reproche de «transgression déontologique» a-t-il servi de motif à des procès. Toutes ces avanies subies par cette corporation se portent de nos jours comme des stigmates qui empêchent la moindre bienveillance à l'encontre de son pouvoir. Même lorsque celui-ci annonce sa conversion aux bons usages des libertés, les journalistes ne sont plus dupes. Ils jugent désormais sur pièce. Pour ce faire, il ne reste donc, au président de la République, qu'à faire un autre effort dans cette direction. C'est que le passif de son régime est trop lourd.

B. H.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com

Pour des raisons indépendantes de notre humour, la révolution du 17 a été décalée à une date ultérieure !

Téles privées. Déclaration du patron de l'ETRHB à propos de son projet de chaîne : ma télé se veut une...

... passerelle, un pont entre les Algériens !

La peur n'est pas une notion abstraite. Elle ne l'est plus depuis que les scientifiques, des gens très sérieux, se sont penchés sur ce syndrome et l'ont étudié. Entre autres conclusions certes non définitives auxquelles ces chercheurs sont arrivés, celle-là : il est possible d'identifier grâce à un spectre spécifique d'indices la peur et de l'étalonner. De la quantifier. C'est une avancée formidable vérifiable sur le terrain. A mes yeux, la meilleure des illustrations chez nous, ces dernières heures, est double. La peur d'une «révolution du 17 septembre» et la trouille de Belkhadem face à l'annonce de la création devenue possible de chaînes de télé privées. Commençons par le canular «Sigléen» de cet été finissant, les anciens pouvant expliquer aux plus jeunes le référent, ici à Cap Sigli. Voilà un ministre de l'Intérieur du système qui avoue que tous les instruments de l'Etat policier ont été mis en œuvre pour traquer les auteurs d'un appel sur la toile à faire la révolution dans les rues d'Algérie, le 17 septembre. C'est-à-dire aujourd'hui. Mazette ! Ainsi donc, pendant que nous nous enfilions benoîtement notre chorbâ en plein Ramadan et des makroutes les deux jours de l'Aïd, des brigades de la Toile, des escadrons du Net pistaient à mort des «mains étrangères» qui auraient appelé des bras et des jambes bien algériens à foutre le barouf ici même. Nous sommes le 17. Il ne s'est rien passé. Et je suppose que le ministre très très à l'intérieur des peurs profondes du système va pavoiser et crier à l'échec du complot urbi et ourdi par les mimines étrangères contre notre glorieux pays. Un pays tout entier mobilisé contre un canular «Sigléen» ! Le régime, finalement, n'a pas franchement évolué depuis Boumediène. En matière de gros-

se manip' et d'exorcisme de ses propres terreurs. Daho Ould Kablia a gagné contre Fantômas, contre le G17, le Groupe du 17 septembre. One ! Two ! Three ! Viva l'Algérie. Deuxième indice fort de ces peurs instrumentées, cette «formidaaaaaaable» déclaration de Belkhadem à propos de la porte ouverte aux privés dans le domaine télé. L'Empastillé n'a qu'une angoisse, une crainte affichée, celle de voir ces télé s'en prendre à la vie privée des gens, des acteurs politiques et de les diffamer. Je le reconnais bien là, mon système ! Les chaînes ne sont pas encore nées, les projets ne sont même pas encore déposés officiellement dans les oubliettes du Palais que Belkhadem crie à la diffamation, à la dérive professionnelle et à l'atteinte de la vie privée. Il faut le faire, tout de même ! L'Empastillé vient de le faire. En le faisant, il conforte tous les travaux des scientifiques sur la peur. Des scientifiques qui travailleraient, paraît-il, d'ores et déjà sur les liens entre les peurs et la fin des dictatures. Les conclusions de ces nouvelles recherches devraient être publiées le 17. Le 17 octobre prochain. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

P.S : Ça y est ! J'ai été démasqué ! Merci aux lecteurs, plus particulièrement à Hassan et à Zoheir, d'avoir mis à nu ma... nullité en matière de bricolage. Dans la chronique de jeudi consacrée au fer à souder, j'avais affirmé qu'avec cet instrument, il était possible de souder les portes des APC. Les lecteurs ont eu l'indulgence et la gentillesse de m'expliquer que le fer à souder pouvait servir à de menues soudures. Par contre, pour condamner une lourde porte de mairie, il fallait carrément un poste à souder. Merci pour votre vigilance ! Et toutes mes excuses au... fer à souder injustement incriminé dans ma chronique.

Le fumeur de thé.

